La Commune

Unité nationale et état d'urgence contre les travailleurs

La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

A quelques jours du premier tour des élections régionales, qui annoncent une nouvelle Bérézina pour le PS et ses satellites, et moins de trois semaines après les attentats sanguinaires qui ont coûté la vie de 130 innocents à Paris, flottent sur ce pays le parfum nauséabond de la manipulation et du drapeau de l'« Union nationale ».
C'est au son de la Marseillaise que la prolongation de « l'état d'urgence » (jusqu'au 26 février 2016 au moins) a été votée à la quasi-unanimité des députés (moins 6 contre, 1 abstention) et sénateurs (moins 12 abstentions). Ainsi, du PS, PCF, FdG, EELV, à LR, UDI, MoDEM et jusqu'au FN, tous sont unis contre la classe ouvrière et les masses laborieuses. Cette clique, discréditée et au plus bas dans tous les sondages, se retrouve sur un objectif : défendre le régime et les institutions agonisantes de la Ve République, défendre la propriété privée des moyens de production.
Car « l'état d'urgence », est avant tout un état d'exception qui restreint les libertés publiques et individuelles (circulation, rassemblement, manifestation) et qui transfère, sans aucun contrôle, au pouvoir exécutif (Gouvernement, Préfets) une grande partie des pouvoirs judiciaires.
De quoi ravir Christian Estrosi (LR) qui estime que « la gauche applique la politique que la droite appelait de ses vœux », et satisfaire Marion Maréchal-Le Pen (FN) qui se dit « positivement surprise » par cet arsenal répressif qui va jusqu'à prévoir la déchéance de la nationalité pour les binationaux nés sur le territoire français, une vielle « revendication » du FN !
Qu'en pensent les staliniens et leur flanc-garde de « l'extrême gauche » ? C'est à l'unanimité que les 15 députés du groupe PCF-FdG ont voté la prolongation de « l'état d'urgence » ! Et André Chassaigne, chef du groupe PCF-FdG à l'Assemblée nationale, de déclarer : « au regard de ces circonstances historiques et dramatiques, d'une extrême gravité, nous estimons que cette prolongation est fondée et nécessaire pour une durée limitée. » Exactement la même position que celle défendue par le courant « vachement gauche » du NPA, qui titre un édito « Non à l'état d'urgence permanent ! ». Bref, ceux-là sont d'accord pour donner « un visage humain » à l'état d'urgence…
L'état d'urgence se solde déjà par des dizaines de manifestations interdites, par plus de 2 500 perquisitions, des centaines de gardes à vue arbitraires, des dizaines d'assignations préventives à résidence, c'est aussi des centaines d'agressions et d'actes islamophobes. En bref, les chiens sont lâchés !
Si « l'union nationale » des partis est réalisée, comment réagissent les millions de salariés, chômeurs, jeunes et retraités qui ont été horrifiés comme nous par la sauvagerie des attentats du 13 novembre ? A en juger par les résultats des enquêtes d'opinion, ou par le nombre ridicule de drapeaux tricolores apposés aux fenêtres comme le demandait Hollande, la manipulation a échoué. En effet, l'aspiration démocratique des masses, quel qu'en soit son niveau de conscience, est incompatible avec le caractère anti-démocratique des mesures d'exception mises en œuvre par ce régime à bout de souffle.
Il faut noter sur ce point les prises de position du CCN de la CGT qui « refuse que l'expression revendicative et le mouvement social soient muselés », de la LDH qui considère que cet arsenal de mesures « dépasse de beaucoup la prévention et la répression d'actes de terrorisme, et permet à tout gouvernement de s'en prendre au mouvement social dans son ensemble. », ou du Syndicat de la Magistrature qui juge que : « la France a tout à perdre à cette suspension – même temporaire – de l'État de droit. Lutter contre le terrorisme, c'est d'abord protéger nos libertés démocratiques en refusant de céder à la peur et à la spirale guerrière ».
Aucune « Union nationale » avec ce gouvernement impérialiste qui intervient militairement et par les bombes ! Aucune « Union nationale » avec ce gouvernement qui vend des armes à des États barbares, à

des dictateurs abjects ! Aucune « Union nationale » avec ce gouvernement qui va accélérer ses réformes contre le Code du travail, la protection sociale des salariés, les salaires et les emplois.

Levée immédiate de l'état d'urgence !

Wladimir Susanj,
le 3 décembre 2015

Modifié le lundi 07 décembre 2015

Voir aussi

La Commune n° 101

lundi 07 décembre 2015

Sommaire : • Editorial : Unité nationale et état d'urgence contre les travailleurs • Chronique d'une chute de régime : Vers un front « national » Appel des 333 • Dossier du mois : L'état d'Urgence et la Guerre au Moyen orient • Amendement Ayrault sur la CSG et la prime d'activité • La CFDT, branche "salariés" du MEDEF ? • Argentine : Pour être une alternative,... ›

Figure dans les rubriques Journal trimestriel